



## **Revue de presse des Sans-Chemise - 04 octobre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

## **Comité communication- Sans-Chemise**

---

### **Le Devoir, 4 octobre 2008 - Élections fédérales : La CSQ dénonce**

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) dénonce l'absence du Parti conservateur à une rencontre avec ses délégués où les partis étaient invités à présenter leur plate-forme. «Le Parti conservateur est peureux, impoli et méprisant envers les 160 000 membres de la CSQ.

Il n'a même pas daigné accuser réception de notre demande de participer à une rencontre pour expliquer son programme électoral, alors que les autres partis l'ont fait», a déploré le président de la CSQ, Réjean Parent. Des représentants des quatre autres partis ont rencontré cette semaine 300 délégués du syndicat. Contrairement à la FTQ qui a accordé son appui au Bloc québécois et à la CSN qui a appelé ses membres à battre les conservateurs, la CSQ n'a pas lancé de mot d'ordre à ses membres. Elle a néanmoins énuméré ses priorités «incontournables», notamment les transferts fédéraux pour l'enseignement supérieur, le financement public de la santé, le droit à l'avortement, les subventions en culture, l'accessibilité à l'assurance-emploi ou encore le protocole de Kyoto.

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 3 octobre 2008 - L'Ontario et Québec veulent entendre parler de l'aide au secteur manufacturier**

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a dit avoir aimé ce qu'il a entendu lors du débat des

chefs en français tandis que son homologue ontarien, Dalton McGuinty, a accusé les chefs des partis fédéraux de ne pas prendre suffisamment au sérieux les problèmes du secteur manufacturier.

MM. McGuinty et Charest ont tenu ces propos en marge du sommet à Niagara-on-the-Lake, dans le sud de l'Ontario, au cours duquel ont été discutées les façons pour les deux provinces les plus peuplées de renforcer leur économie.

M. Charest a indiqué que les enjeux économiques étaient incontournables dans la présente campagne électorale, et que la plupart de ses craintes avaient trouvé écho dans le débat de mercredi.

Le premier ministre ontarien a dit souhaiter plus de soutien en termes concrets des partis fédéraux pour le secteur manufacturier. M. McGuinty a soutenu que le prochain premier ministre du Canada avait le choix de ne rien faire et de voir les pertes d'emplois s'accumuler, ou de se relever les manches et de travailler avec les provinces pour aider les manufacturiers à moderniser leurs pratiques.

L'Ontario et le Québec ont signé une série d'ententes cet été avec comme objectif de faire pression sur Ottawa et de créer un espace économique commun au centre du Canada en retirant des barrières commerciales et en augmentant la mobilité de la main d'oeuvre.

Jeudi, M. McGuinty a toutefois réitéré que l'Ontario ne recevait pas sa juste part du gouvernement fédéral et que le Québec avait traditionnellement bien profité des paiements de péréquation.

"Ma dispute est avec Ottawa, a lancé M. McGuinty. Ottawa établit les règles et nous devons nous y conformer."

M. Charest a dit qu'il y avait des différends entre les deux provinces, mais qu'il y avait aussi beaucoup, beaucoup de points d'accord. Il a notamment affirmé croire comme M. McGuinty que le système d'assurance-emploi doit être plus flexible pour aider plus de gens à se retrouver une place sur le marché du travail.

M. McGuinty a souligné qu'une rencontre entre les premiers ministres sur l'économie telle que proposée au débat de mercredi par le chef libéral Stéphane Dion serait bienvenue.

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada (Bas Saint-Laurent), 3 octobre 2008 - Assurance-emploi : Offensive des Sans-chemise**

La Coalition des Sans-chemise demande aux partis fédéraux de prendre position sur la caisse de l'assurance-emploi.

La Coalition, formée par les groupes Action-Travail et les syndicats CSN et FTQ, promet de faire entendre sa voix à tous les rendez-vous électoraux, et ce, tant que les surplus du programme n'auront pas été versés aux travailleurs.

L'organisme rappelle que les gouvernements libéraux et conservateurs ont puisé 57 milliards de dollars dans les fonds accumulés par les cotisants au cours des 12 dernières années. Le secrétaire régional de la Fédération des travailleurs du Québec, Yannick Proulx, veut que ce dossier ne tombe pas dans l'oubli.

On va se charger de rappeler à chaque parti politique, principalement aux conservateurs et aux libéraux qui ont parti le bal, que les chômeurs sont là et que les chômeurs vont voter et qu'ils ne voteront certainement pas pour ces partis s'ils ne s'engagent pas à remettre l'argent qu'ils nous ont volé. — Yannick Proulx, secrétaire régional de la Fédération des travailleurs du Québec

Le président du conseil central de la CSN au Bas-Saint-Laurent, Vincent Couture, rappelle que la loi sur l'assurance-emploi devrait faire l'objet d'amendements importants pour mieux soutenir le travail saisonnier. « Dans la région, il y a des gens qui sont obligés d'aller sur l'aide sociale parce qu'ils ne sont pas capables de se qualifier pour l'assurance-emploi. C'est dramatique pour une région comme la nôtre qui vit particulièrement d'industries qui font appel à des travailleurs saisonniers », fait valoir M. Couture.

### **Bas-Saint-Laurent**

À cet égard, le candidat libéral dans Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques, Pierre Béland, promet une amélioration du régime de l'assurance emploi. M. Béland affirme qu'un gouvernement libéral rendra permanentes les trois mesures lancées comme projet-pilote par le gouvernement libéral en 2004.

Jusqu'à maintenant, ces mesures ont été reconduites par le gouvernement conservateur, mais elles demeurent temporaires. Selon ces dispositions, le calcul des prestations est basé sur les 14 meilleures semaines travaillées au cours des 52 semaines précédant la demande.

Un prestataire, qui accepte un travail temporaire, peut recevoir jusqu'à 75 \$ ou 40 % du montant de sa prestation, selon le montant le plus élevé, sans être pénalisé.

Enfin, les travailleurs ont droit à cinq semaines de prestations supplémentaires dans les régions où le taux de chômage est élevé.

### **Côte-Nord**

Le dossier de l'assurance-emploi est aussi à l'ordre du jour de la campagne électorale dans Manicouagan. La Table des groupes populaire de la Côte-Nord y dénonce les propos du candidat conservateur Pierre Breton.

M. Breton a affirmé que le candidat bloquiste, Gérard Asselin, donnait une mauvaise image de la région en faisant de la réforme de l'assurance-emploi une de ses priorités.

Selon Michel Savard de la Table des groupes populaires, le candidat conservateur ne peut écarter aussi simplement ce dossier. « Même dans une situation de plein emploi, on calcule qu'il y a toujours un chômage de 3 %. On ne pourra jamais enrayer la question de l'assurance-chômage et on peut pas non plus laisser faire les gouvernements qui pigent allègrement dans cette caisse », estime M. Savard.

En août dernier, le taux de chômage était de 10,5 % sur la Côte-Nord, de 8,1 % au Bas-Saint-

Laurent et de 18,3 % en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine.